

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

20^{ème} année - N° 3432 - Lundi 15 Juillet 2019 - Prix : 200 Fc

TOURISME

L'ONTC se lance dans le monde technologique avec Activicom



Wadaane Abdallah un des promoteurs de l'application Activi Com

POLITIQUE

**"L'UE n'était pas là pour valider
les élections mais pour un dialogue"**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Juillet 2019**

Lever du soleil:
06h 28mn
Coucher du soleil:
17h 56mn
Fajr : 05h 17mn
Dhouhr : 12h 16mn
Ansr : 15h 11mn
Maghrib: 17h 59mn
Incha: 19h 13mn



TOURISME

L'ONTC se lance dans le monde technologique avec Activicom

L'Office National du Tourisme des Comores (ONTC) a vu le 13 juillet dernier le lancement de l'application ActiviCom. Cette application créée par des jeunes entrepreneurs de la diaspora comorienne permet aux touristes étrangers et locaux de découvrir les activités de loisirs et culturelles de notre archipel.

Le samedi dernier, l'Office National du Tourisme des Comores et la société Activicom ont procédé au lancement de l'application ActiviCom. La cérémonie a vu la participation du ministre de l'économie en charge du tourisme, la Banque de Développement des Comores (BDC) et la compagnie Ab Aviation dans le but d'encourager cette initiative lancée par trois jeunes comoriens dont Wadaane Abdallah,

Radjabou Mourad et Mbechezi Aqmar. Leur invention technologique a pour but de développer le pays par le tourisme. « L'initiative de ces jeunes va apporter des avantages considérables dans le pays surtout dans les domaines économiques et touristiques. Ils se sont montrés bien différents des autres citoyens qui usent de leur savoir-faire pour dénigrer le pays », avance Saïd Mohamed Cheik, responsable au ministère de l'économie en charge du tourisme.

L'application Activicom est un projet envisagé par Wadaane Abdallah depuis 20 ans. Le directeur Exécutif de l'Office National du Tourisme, Mohamed Rachid a jugé ce projet très nécessaire. « C'est un projet innovant et un moyen de promouvoir les activités culturelles du pays. C'est pour cette raison que nous nouons un partena-



Participants au lancement d'Activi com

riat avec les créateurs de la plateforme afin de bénéficier d'une stratégie louable et prometteuse pour l'Office National du Tourisme », soutient-il.

L'Activicom est une application mobile par laquelle chaque utilisateur aura accès à des informations précises sur les activités culturelles, sportives ou éducatives du pays.

Mbechezi Aqmar le gérant du projet explique que « pendant 3 ans, nous avons travaillé sur cette application. Elle rend notre pays visible partout dans le monde entier. Les étrangers connaîtront grâce à cette application nos hôtels, nos activités de loisirs et culturelles ».

Le but de cette application est de donner un accès à tous les événements qui se déroulent dans le pays. L'application en question, regroupe l'ensemble des restaurants, hôtels et des activités de loisirs et culturelles, disponibles à travers l'archipel. Dans cette cérémonie du lancement, l'Office National du Tourisme a témoigné sa volonté d'accompagner tout projet visant à promouvoir le tourisme dans l'ensemble du territoire.

Nassuf Ben Amad

POLITIQUE

La diaspora de la région d'Itsandra à Beit Salam

Le chef de l'État, Azali Assoumani a reçu samedi dernier la diaspora de la région d'Itsandra. Dans cette rencontre, cette dernière a exprimé sa gratitude vis-à-vis du président et son gouvernement pour la réhabilitation de la route régionale qui va de Hantsambou à l'aéroport.

Le samedi dernier dans la matinée, le président de la République a reçu à Beit Salam la diaspora de la région d'Itsandra. D'emblée, cette dernière a exprimé leur reconnaissance pour les travaux de réhabilitation des routes qui se poursuivent dans la région d'Itsandra. « Nous sommes venus ce matin manifester notre satisfaction envers le président. Depuis fort longtemps, les membres de la population d'Itsandra de l'extérieur et de

l'intérieur ont organisé des activités en France et à Mayotte dans le but de réhabiliter les routes de notre région. Mais ces travaux ne seraient pas avancés sans l'intervention du gouvernement », avance Saïd Tohir, le porte-parole de la diaspora de la région d'Itsandra.

Ces travaux de réhabilitation s'effectuent sur le tronçon de route régionale entre Hantsambou et Hahaya. « Sur cette route de 2,8 kilomètres, la diaspora a réussi à réhabiliter 1,3 kilomètres puis le gouvernement s'engage à réhabiliter la partie restante. C'est une route régionale qui va relier la route nationale RN1 et la route nationale RN4 », a détaillé le directeur des Travaux publics, Idaroussi Saïd Ousseine, avant de poursuivre que « le budget de ces travaux est de 285 millions de francs comoriens et le gouverne-

ment a financé à hauteur de 143 millions de Fc. Et le premier tronçon a été fait par la société Kulak tandis que le deuxième est fait par les chinois (SGC). Les usagers de Dimani, Oichili et Hamahamet peuvent prendre la route de Samba Kouni et descendre sur la route de Touristique puis filer à l'aéroport. Les routes Nationales RN1 et RN4 sont praticables ». Ce natif d'Itsandra Mjini a loué les efforts que déploie le gouvernement dans l'objectif d'aménager le réseau routier.

Le président de la République a démontré dans son intervention que le gouvernement a la responsabilité d'aménager le réseau routier. « Il est important que les régions ou les villages commencent ce genre de travaux pour que le gouvernement s'assure d'un entretien permanent. La réhabilitation des routes est une priorité dans un pays. Mais nous devons éviter de détruire ce qui est considéré comme un intérêt général. Aujourd'hui la région d'Itsandra ne permettra jamais à des manifestants

de brûler cette route car ils ont senti le besoin », montre Azali Assoumani. Et d'ajouter que « on ne peut pas coexister éternellement dans des troubles à l'ordre public ou social. Mais il faut faire en sorte que la cause de nos différends soit positive et non négative ». Le locataire de Beit Salam reste convaincu que le développement du pays ne se résume pas aux seuls efforts de l'Etat mais la somme des actions du peuple.

Kamal Gamal



Délégation de la région d'Itsandra reçue à Beit Salam

Dar-Es-Salaam → Moroni

50 kg!

AB Aviation

www.flyabaviation.com

**Pour être informé,
je lis la Gazette chaque jour**

COOPÉRATION RÉGIONALE

La "Déclaration de Moroni", le cap politique et stratégique de la COI pour l'avenir

Les Etats membres de la Commission de l'Océan Indien se réuniront à Moroni du 1er au 3 Aout prochain pour débattre de l'avenir de l'organisation. Cette retraite ministérielle se penchera sur plusieurs sujets dont le fonctionnement et les réformes au niveau du secrétariat général. Et la Déclaration de Moroni fixera le cap politique et stratégique de la COI.

Les membres du Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien se réuniront du 1er au 3 août 2019 à

Moroni pour débattre de l'avenir de l'organisation. La "Déclaration de Moroni" qui émanera des travaux fixera le cap politique et stratégique de la COI. L'objectif général de la retraite ministérielle est d'offrir un cadre de réflexion sur le renforcement de la coopération régionale à travers la COI. Pour débattre de l'avenir de la COI, la retraite ministérielle se penchera sur le bilan des 30 années de coopération régionale, les enjeux et perspectives de la coopération régionale au sein de la COI, les nouvelles orientations politiques et institutionnelles de la COI, le fonctionnement et les réfor-

mes au niveau du secrétariat général et l'élargissement et l'approfondissement de la COI. « La retraite ministérielle visera un exercice rétrospectif et prospectif à travers une réflexion approfondie sur la coopération régionale durant les 30 dernières années, son évolution, et ses nouvelles orientations stratégiques pour doter l'organisation d'une structure plus performante et mieux adaptée aux aspirations des États membres », lit-on dans un communiqué de la COI.

La retraite ministérielle, proposée par l'Union des Comores, a été décidée par le 33ème Conseil des

ministres de la COI et s'inscrit dans un mouvement de fond de transformation de l'organisation pour répondre aux enjeux du développement durable. « Les débats de la retraite ministérielle seront alimentés par les conclusions d'un atelier de travail organisé par le projet INCA (renforcement des capacités institutionnelles), financé par l'Union européenne, auquel ont activement participé les Officiers permanents de liaison et les cadres du Secrétariat général », poursuit-il.

Depuis sa création, la mission globale de la COI a consisté en la

mise en œuvre d'une coopération fonctionnelle renforcée et d'actions d'appui à l'intégration régionale de ses États membres, le développement de leurs actions collectives intra et extra régionales et enfin plus généralement la promotion de leurs intérêts, de ceux de leurs populations et des parties prenantes, en vue de la promotion du développement durable dans une Indianocéanie solidaire, stable et sécurisée.

MY

POLITIQUE

"L'UE n'était pas là pour valider les élections mais pour un dialogue"

Le 9 juillet dernier, l'Union Européenne a rencontré le gouvernement de l'Union des Comores pour la 4e session du dialogue UE-Comores. Dans la foulée, la mission de l'UE a rencontré le Conseil National de Transition et selon son président, plusieurs sujets ont été discutés dont les dernières élections.

La mission de l'Union Européenne a reçu dans ses locaux les membres du Conseil National de Transition (CNT) après leur rencontre avec le gouvernement. A Anjouan comme à Ngazidja, les discussions tournaient autour des questions liées au respect

des libertés individuelles et collectives, la démocratie et la situation post-électorale. Dans un entretien exclusif accordé à La Gazette, le président du CNT, Mouigni Baraka Said Soilihi montre que cette réunion de l'UE et du gouvernement comorien était nécessaire car elle rentre dans le cadre des rencontres de la communauté européenne et les pays ACP.

« Dans l'ensemble, nous pouvons dire que l'UE n'était pas là pour encourager la dictature mais un travail qui devrait se faire avant les élections qui a été repoussé. En gros, l'UE n'était pas là pour valider les élections mais pour un dialogue », affirme Mouigni Baraka. Sur la situation politique du pays, l'ancien gouverneur de l'île de Ngazidja explique que le CNT tout comme l'Union Européenne sont sur la même longueur d'onde. « Il n'y a pas eu d'élection mais un hold up électoral », lâche-t-il tout en montrant que l'UE devait participer aux



Mouigni Baraka Said Soilihi président du Cnt

élections mais qu'il ne l'a pas fait pour ne pas assister à ce hold-up électoral.

A l'issue de cette rencontre qui a duré plus de 2 heures de temps, l'UE a sollicité du Cnt d'aller au dialogue avec le gouvernement comorien, une proposition que le Cnt a tout de

suite accepté. « Nous sommes d'accord pour aller au dialogue mais un dialogue qui sera patronné par les institutions internationales et parler de la crise qui frappe le pays actuellement », indique le président, avant de préciser que « nous voulons un dialogue sincère et franc ».

Depuis la réélection du président Azali Assoumani dès le premier tour le 24 mars dernier, le Cnt a toujours contesté les résultats sortis des urnes et appelle à de nouvelles élections. « Le colonel Azali doit quitter le pouvoir et ouvrir une page de transition, réviser la constitution, remettre en place la cour constitutionnelle et organiser de nouvelles élections », martèle-t-il. Et d'ajouter que « si c'est vrai il a eu les 67%, pourquoi il a peur qu'on aille dans de nouvelles élections et sortir le pays de la crise actuelle ? ». Le président du Cnt a montré aussi le blocage de certains projets de l'UE notamment dans les domaines de la justice et de la réfection des routes. En dehors de Mouigni Baraka, la rencontre a vu la participation des anciens candidats à la présidentielle tels que Hamidou Karihila et Ali Mhadji.

Mohamed Youssouf

Mohamed Daoudou a participé au 14 juillet à Paris

Le Ministre de l'intérieur, Mohamed Daoudou est reçu ce samedi 13 juillet 2019 à 16h à Paris place Beauvau par son

homologue français Christophe Castaner. Les deux hommes ont échangé longuement sur les questions liées à la sécurité et la coopéra-

tion policière. Les deux ministres ont également évoqué d'autres sujets d'intérêt commun : les flux migratoires, la lutte contre les trafics des stupéfiants et la lutte contre le terrorisme et les crimes organisés. Ils ont aussi abordé les problèmes des bacheliers comoriens désirant aller suivre leurs études en France et les problèmes des étudiants qui y étudient déjà.

« La coopération en matière de sécurité sera le gage pour les Comores d'un développement dura-

ble pour l'avenir. Car la sécurité sert le développement et qu'en retour le développement sert la sécurité », montre Mohamed Daoudou. Les deux premiers flics de France et des Comores ont réaffirmé leur volonté de poursuivre les échanges dans un dialogue constructif. Enfin, le ministre Mohamed Daoudou était convié pour assister aux cérémonies officielles du 14 juillet à Paris.

NBA



Mohamed Daoudou reçu à Paris

l'abonnement
à La GAZETTE tellement plus simple
Contact 322 76 45

La Gazette des Comores

Directeur général

Said Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Said Omar

Rédacteur en chef

Mohamed Youssouf

Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

A.O. Yazid

Faïza Soule Youssouf

Binti Mhadjou

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Chronique Sportive

B.M. Gondet

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Photographe / Site Web

Mohamed Said Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

ROBOTIQUE

El-Amine Moubine lance son robot "EMAC 7"

La startup Emac Robotics en partenariat avec la Maison de l'écotourisme et l'ONG Ulanga ont lancé à Moroni le samedi dernier le robot "EMAC 7". Cette machine peut effectuer des activités humaines comme parler, balayer et apporter des objets.

Une exposition éco-technologique a eu lieu le samedi dernier à Moroni. El-Amine Moubine en collaboration avec la Maison de l'écotourisme et l'organisation non-gouvernementale Ulanga a lancé son robot appelé EMAC 7. Dans une exposition artistique, un jeune comorien né à Itsandra appelé El-Amine Moubine a montré son savoir technologique par la création d'un robot. Ce jeune talentueux a manipulé devant la presse son robot EMAC 7 qui est capable de balayer, parler et de servir la nourriture.

« C'est un robot qui est capable d'obéir aux mouvements liés à son algorithme. Je l'ai créé avec un système d'alarme qui se déclenche si le robot est en déséquilibre ou fait une



Le journaliste de Lagazette teste le robot

collusion avec le mur », explique son créateur. Ce dernier explique que son initiative consistait à monter au monde que les jeunes comoriens sont aussi capables de fabri-

quer des robots en qualité d'hôtesse d'accueil dans les magasins et les hôtels du pays. « J'ai l'impression d'avoir réussi. Car j'ai rêvé de créer une machine capable de nous aider

dans les travaux domestiques. Et je pense dans peu de temps lancer le EMAC 8 pour gérer la circulation de la route », confie El-Amine. Pour lui, ses expériences vont se poursui-

vre au niveau insulaire pour que les comoriens connaissent son savoir faire.

De son côté, le directeur de la communication et du marketing de la Maison de l'écotourisme, Azali Saïd Ahmed a montré aux spectateurs l'objectif de la Maison de l'écotourisme. « Elle est une vitrine qui offre une visibilité des acteurs de la chaîne informative professionnelle sur l'écotourisme. C'est également un lieu de rencontre de réseautage et de partage entre les artistes et artisans de la résilience du changement climatique », dit-il. Pour ce dernier, les jeunes comoriens sont capables de fabriquer des objets de valeurs au moyen du recyclage tel est le cas de l'association Banda Bitsi qui fabrique des toiles cirées traditionnelles à base des nylons et des sachets et des colliers extraordinaires. L'exposition robotique a été ouverte depuis samedi dernier et a été déclarée « Startup Robotics ».

Kamal Gamal

SOCIÉTÉ

Kalima Toastmasters ou l'art de bien parler en public

Toastmasters vient d'atterrir aux Comores. Baptisé « Kalima Toastmasters », le club est composé de 7 membres et existe partout dans le monde. Il consiste à aider les orateurs expérimentés ou débutants à bien s'exprimer devant le public.

Le club « Kalima Toastmasters » est le premier club Toastmasters des Comores. Le comité de direction est composé par sept membres : Moufidat Mohamed, Sitti Mshangama, Rahma Aboubacar, Roueida Mattoir, Dalya Mohamed Ali et Amélie Yan-Gouiffes. Devenir un orateur efficace, est l'objectif principal du club. « La

plupart des personnes ont peur de prendre la parole devant un public. Parfois, elles échappent aux événements pour ne pas prendre la parole parce que le public leur fait peur. A cet effet, le club Kalima Toastmasters offre à travers un cadre organisé, une méthode progressive pour pratiquer la prise de parole en public et également d'améliorer votre art oratoire et vos qualités de leader », explique Sitti Mshangama, la vice-présidente des relations adhérentes du club Kalima Toastmasters.

Etant francophone ou anglophone, le club vous offre la possibilité d'apprendre davantage l'art de parler dans un climat convivial où la bonne humeur et la décontraction

seront au rendez-vous. « Nous apportons une expérience d'apprentissage favorable et positive, grâce à laquelle les membres peuvent développer leurs compétences en communication et en leadership, aboutissant à une meilleure confiance en eux et à l'épanouissement personnel », poursuit-elle.

Et elle d'ajouter que « que vous soyez présentateur expérimenté ou orateur débutant, vous pourrez tirer profit du club Kalima Toastmasters qui est pratique et repose sur le travail en groupe. Que vous vous adressez à une assemblée, à vos collègues de travail, à vos clients, à votre directeur ou même à vos

enfants, la méthode Toastmasters vous aidera à mieux vous exprimer avec plus d'attention » a-t-elle énoncé. La présentation du Club va se faire ce lundi 15 juillet et il promet d'embarquer les comoriens dans une expérience inédite.

Nassuf Ben Amad



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Gouvernement de l'Union des Comores, à travers le PNUD Comores, recrute pour son projet « Assurer un Approvisionnement en eau Résilient au Climat en Union des Comores » : 3 Responsables Techniques Insulaires (RTI) 1 Ngazidja, 1 Ndzuani et 1 Mwali ; un(e) Analyste Administratif(ve) et Financier(ère) ; et un(e) Spécialiste en Communication.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de postuler en ligne à partir des liens ci-dessous :

* Poste de Responsable Technique Insulaire (RTI) Ngazidja, Ndzuani et Mwali. Prière préciser l'île d'affectation. Les affectations sont décidées par le PNUD.

https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=24406&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2

* Poste de Analyste Administratif(ve) et Financier(ère) :

https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=24402&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2

* Poste de Spécialiste en Communication

https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=24412&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2

Le délai de soumission des candidatures est fixé au 19 juillet 2019. Également ces postes sont disponibles et visibles dans le site web : <https://jobs.undp.org/>

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.

- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

Pour la gestion effective du Réseau National des Aires Protégées

Le vendredi dernier, s'est tenu dans un hôtel de la place, un atelier pour valider un document connu sous le sigle de PIF, qui est le formulaire d'identification de projet du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). C'est le premier document officiel qui doit être soumis au secrétariat du FEM pour examen et approbation.

Le document fournit des informations initiales sur le projet, y compris: le montant du financement du projet par le FEM et doit être confirmé par une lettre d'approbation du programme par le Point Focal opérationnel du FEM. Le document comprend les stratégies du projet (objectif, composantes, résultats et produits). L'objectif de l'atelier était de compléter les manques d'informations dans le PIF, de vérifier et valider les composantes, résultats, produits attendus et de compléter la liste des Parties Prenantes (y inclus le secteur privé) et les cofinancements prévus.

Il est important de noter que ce PIF est issu des consultations qui ont été menées, lors de la Table Ronde tenue à Moroni le 17 juin 2019. Ainsi la restitution des tra-



vaux de cette table ronde, a fait ressortir un manque d'appropriation de la législation par les autorités nationales, insulaires et locales, une méconnaissance des textes juridiques, en particulier des nouvelles lois sur l'environnement, la non implication des gouvernements dans la gestion des AP, un manque d'appropriation des textes au niveau des autorités judiciaires ainsi que les problèmes fonciers.

Trois groupes de travail ont planché sur les obstacles sur les composantes du projet. Ainsi au

niveau des menaces il a été noté le manque de sécurité des agents de la force publique sur le terrain et les conflits communautaires. Ceux-ci résultent du non-respect des textes existants, du manque d'initiatives des autorités judiciaires et de la méconnaissance des questions environnementales, y inclus le manque d'éducation environnementale.

Pour ce qui est des obstacles, il a été soulevé les problèmes au sein de la communauté, l'incertitude quant à la propriété de l'eau et des forêts par la communauté, la lenteur

du processus de mise en place d'Activités génératrices de revenus (AGR) sur le terrain et la corruption.

Sur une autre composante, les questions posées concernaient la nécessité de mener des enquêtes écologiques pour voir quel type de biodiversité est présent et dans quel état ? Il était aussi question de savoir si les personnes employées pour gérer les Aires Protégées avaient les compétences nécessaires pour cela?

Parmi les nombreuses autres

questions qui ont été débattues figurait le degré de participation de la communauté pour une mise en œuvre efficace de la composante et les participants avaient à répondre à la question de savoir si la création d'une zone protégée apportait suffisamment d'avantages à la communauté. Dans la mesure où les menaces dues à la pauvreté sont une des raisons de la destruction de la biodiversité (coupe de bois, extraction de sable, etc.). A cela il faut ajouter la mauvaise compréhension par les communautés du concept de conservation des aires protégées.

Les prochaines étapes de ce processus sont la finalisation de PIF d'ici le 31 Juillet 2019 et sa revue par le Bureau du PNUD à New York au mois d'août. La soumission du PIF final au Conseil du FEM à Washington DC devrait avoir lieu en Octobre 2019 et la décision du Conseil du FEM interviendrait entre Novembre et Décembre 2019. Et enfin la rédaction du document du projet se ferait entre Janvier et Février 2020. Rappelons que ce projet constitue une suite du Réseau National des Aires Protégées (RNAP).

Mmagaza

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la
Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Direction Générale de la Santé



جمهورية القمر المتحدة
وحدة - تضامن - تنمية

وزارة الصحة والتضامن ومشاركة المرأة

إدارة الصحة

المدير العام

Avis de recrutement pour un poste de spécialiste en santé publique à la Direction Régionale de la Santé de Ngazidja

L'Union des Comores a obtenu un financement de l'Agence française de Développement, en vue de financer le coût du 3ème Programme d'Appui au Secteur de la Santé aux Comores (PASCO 2), et se propose d'utiliser une partie des fonds pour le paiement des services autorisés au titre de cet appel à candidatures pour le recrutement d'un médecin de santé publique, dans l'optique de renforcer la Direction Régionale de Ngazidja.

Mission :

Sous la supervision du Directeur Régional de la Santé, le spécialiste santé publique fournira un appui constant des activités de la DRS Ngazidja (planification, mise en œuvre, supervision, suivi-évaluation, SIS, tiers payant, offre de soins, etc).

Qualification et expérience requises

- Médecin, infirmier, sage-femme, ou autre, spécialisé en santé publique (master ou équivalent)
- Expérience d'au moins 5 ans dans le système de santé publique aux Comores, dont plus de 2 ans à un poste de responsabilité avec une composante de gestion de service de santé ;
- Maîtrise des outils informatiques bureautique ;
- Maîtrise du Français parlé et écrit,
- Expérience avérée de capacités de dialogue et de négociation avec des acteurs nationaux et internationaux.
- Nationalité Comorienne, Capacités de dynamisme, de créativité, de rigueur, de probité.
- Une expérience antérieure dans les systèmes de santé dans d'autres pays en voie de développement sera un atout supplémentaire.

Contact :

Pour de plus amples renseignements, les termes de référence du poste sont disponibles à l'adresse suivante : Direction Générale de la Santé, Cellule PASCO – Bâtiment « Projet palu », route de la Corniche MORONI ou sur demande en envoyant un mail à l'adresse suivante : communication@pasco.sante.gouv.km N° de téléphone : 348 76 02

Candidature

Le dossier de candidature doit comporter :

- CV détaillé avec photo récente et coordonnées pour contact rapide
- Lettre de motivation
- Photocopie de la carte nationale d'identité Comorienne
- Photocopie des diplômes et des certificats de travail
- Attestation des formations continues suivies
- Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

Le dossier est à envoyer avec la mention « Candidature au poste de médecin de Santé Publique Ngazidja », au plus tard le **vendredi 09 Août 2019 à 11h00** à l'adresse suivante :

**Direction Générale de la Santé – Bâtiment « Projet palu »,
route de la Corniche MORONI**

La Fédération Comorienne de l'Haltérophilie a arrêté une liste exhaustive des athlètes, retenus pour défendre le flambeau national, à l'occasion des 10e Jeux des îles de l'Océan indien (Jioi). Cinq haltérophiles, dont une fille, seront présents à l'île Maurice pour les deux mouvements : l'arraché et l'épaulé-jeté. « Les athlètes s'entraînent assidûment sur les deux mouvements. Mais, personnellement, je suis convaincu que l'arraché sera plus enrichissant pour eux », murmure le secrétaire général de la discipline, Abou Mze Hamadi.

L'haltérophilie est un sport de force consistant à soulever des poids. La discipline nécessite aussi maîtrise d'une technique particulière, vitesse, souplesse, coordination et équilibre. En compétition, deux actions sont évaluées : l'arraché et l'épaulé-jeté. Les concurrents se répartissent par catégorie de poids. A l'image des autres sports retenues pour la 10e édition des Jeux des Jioi, la Fédération

HALTÉROPHILIE : JEUX DES ÎLES DE L'OcéAN INDIEN

"Je pense que pour nos athlètes, l'arraché sera fructueux"

Comorienne de l'Haltérophilie a présenté, auprès du Comité d'Organisation des Jeux une liste exhaustive. « La présélection avait regroupé dix athlètes. Aujourd'hui, nous sommes cinq, dont une fille. Les exercices gravitent autour de l'allure et la coordination des gestes sur les deux mouvements. C'est primordial. L'arraché est plus technique que l'épaulé-jeté », explique l'encadreur technique Ahmed Ali.

Les trois dernières participations aux Jioi de l'haltérophilie remontent un peu loin : (Maurice 2003, Madagascar 2007, et Seychelles, 2011, Réunion 2015 a été viciée par une incidence diplomatique, origine du retrait de la délégation comorienne), les athlètes ont décroché une demi-douzaine de médailles.

Le secrétaire général de la Fédération Comorienne de l'Haltérophilie, Abou Mze partage l'hypothèse selon laquelle la disci-

pline combine force, souplesse et dynamisme. Il déclare : « La préparation se déroule à merveille. Les athlètes sont prêts pour relever le défi. Je pense que notre chance de réaliser une moisson de médailles, par rapport aux éditions précédentes, est significative. L'arraché du 2019 sera plus fructueux en médailles : 2003, trois bronzes et 2007, trois argents».

L'arraché et l'épaulé-jeté se dissocient sur la gesticulation : la barre est placée horizontalement devant les jambes de l'athlète. Il la tire d'un seul mouvement jusqu'au bout des bras tendus au-dessus de la tête. Durant ce mouvement ininterrompu, pour l'arraché, la barre est maintenue immobile, bras et jambes tendus, pieds alignés, jusqu'au signal du remplacement sur le plateau.

En revanche, pour l'épaulé-jeté, il est permis que la barre glisse le long des cuisses. Elle repose sur les clavicules, la poitrine ou les bras



Les athlètes après les exercices

complètement repliés. L'athlète se redresse dès qu'il le peut en plaçant les pieds alignés et perpendiculairement au tronc, en attente très courte du signal pour replacer la barre à terre.

Arraché et Épaulé-jeté, les ambassadeurs de la discipline :

- 1/ Mille Almassi Ben Bacar (72 kg)
- 2/ Coatra Moussa Mchangama (69 kg)
- 3/ Abdillah Soulaymane (84 kg)
- 4/ Pelé Ahmed Mohamed (102 kg)
- 5/ Said Ali Oumouri (109 kg)

Bm Gondet



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET- AVIS DE VACANCE DE POSTE N°:

TITRE DU POSTE: Consultant national en commerce, nutrition et sécurité sanitaire des aliments

UNITÉ ADMINISTRATIVE: FAO MADAGASCAR

La FAO est favorable à la parité homme-femme et à la diversité géographique et linguistique de son personnel et des consultants internationaux afin de mieux servir ses membres dans toutes les régions.

Les femmes et les ressortissants de pays membres non représentés ou sous-représentés possédant les qualifications requises sont encouragés à présenter leur candidature.

Nous encourageons de même les personnes handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Tâches et responsabilités :

- Soutenir l'organisation d'un atelier inter-régional de lancement de l'appui à la CR3-PRESAN et du TCP/RAF/3707 et soutenir le processus d'élaboration d'un plan de travail sur la promotion du commerce d'aliments nutritifs dans certains PIED au cours de cet atelier
- Appuyer les deux consultants internationaux par la sensibilisation et le plaidoyer dans les pays sur le TCP/RAF/3707 et sur les initiatives d'appui au CR3 de PRESAN
- * Faire un plaidoyer en faveur des 2 projets auprès des parties prenantes concernées;
- * Impliquer des représentants de différents secteurs, notamment agriculture, commerce et santé/nutrition
- Fournir une assistance à l'expert international spécialisé en commerce, nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments sur l'examen et la révision des lois et politiques commerciales visant à intégrer la nutrition;
- * Évaluer les demandes spécifiques des pays;
- * Piloter et animer le task force créé comprenant les différentes parties prenantes (commerce, agriculture, santé, industrie, service des douanes, association des consommateurs, secteur privé et société civile)
- * Mettre en oeuvre le plan de travail conjointement avec le task-force et élaborer une feuille de route
- * Collecter des informations sur les politiques, lois existants en matière de commerce des produits alimentaires
- * Appuyer la révision et la consolidation des lois et politiques commerciales visant à intégrer la nutrition;
- faciliter le processus de consultation entre Etats Membres de la COI et d'apporter l'information et assistance technique nécessaire aux décideurs politiques afin de faciliter l'adoption de ce règlement. Cette assistance couvre entres-autres :
 - * collecter des données et informations auprès de ministères concernés pour l'analyse des politiques/cadres réglementaires,
 - * collecter des données sur les politiques et économies agricole dans le pays, tendances commerciales et accords commerciaux
 - * collecter des données et informations sur la demande des produits ciblés, la situation nutritionnelle et les habitudes alimentaires

- Soutenir l'élaboration de programmes de formation et la fourniture de matériel et d'outils techniques sur la relation entre la nutrition, la sécurité sanitaire des aliments et le commerce;
- * Soutenir l'évaluation des besoins en développement des capacités des différentes parties prenantes;
- * Soutenir l'organisation de formations sur divers thèmes liés à la nutrition et au commerce pour les parties prenantes concernées en vue de l'intégration de la nutrition dans les lois et réglementations commerciales nationales et régionales et la formulation d'accords commerciaux pour une alimentation saine et nutritive

LES CANDIDATS SERONT ÉVALUÉS CONTRE CE QUI SUIV

Conditions minimales à remplir:

- * Diplôme universitaire de niveau master en nutrition, sciences des aliments, agroéconomie, sciences sociales ou dans un domaine apparenté, avec une solide expérience en commerce / des politiques commerciales ou soit diplôme universitaire de niveau master en commerce avec une solide expérience en marketing agroalimentaire
- * Un niveau minimum de 4 ans d'expériences professionnelles pertinentes dans le domaine de la nutrition et des systèmes alimentaires, avec composante commerciale
- * Bonne connaissance du Français (écrit, parlé, lu)
- * Ce poste est réservé aux candidats de nationalité Comorienne.

Compétences générales de la FAO

- Être axé sur les résultats
- Esprit d'équipe
- Communiquer
- Établir des relations constructives.
- Partage des connaissances et amélioration continue
- Compétences techniques et fonctionnelles
- Solides compétences analytiques, conceptuelles et de présentation ;
- Une expérience dans au moins deux domaines d'activité, en particulier sur le terrain, est souhaitable.

Date de publication:

Date limite de dépôt des candidatures: 17 juillet 2019

TYPE DE CONTRAT : PSANAT

LIEU D'AFFECTATION: Moroni, Comores

DUREE: 70 jours WAE

La FAO est favorable à la parité homme-femme et à la diversité géographique et linguistique de son personnel et des consultants internationaux afin de mieux servir ses membres dans toutes les régions.

Les femmes et les ressortissants de pays membres non représentés ou sous-représentés possédant les qualifications requises sont encouragés à présenter leur candidature.

Nous encourageons de même les personnes handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

- Une expérience professionnelle dans plus d'un lieu ou domaine de travail, en particulier sur le terrain, est souhaitable.
 - Une bonne connaissance des travaux de la FAO concernant les approches axées sur l'agriculture et les systèmes alimentaires respectueux de la nutrition est souhaitable.
 - Capacité à travailler de manière autonome, à résoudre des problèmes, à établir des réseaux efficacement.
 - Bonnes compétences interpersonnelles et en communication
- Veillez noter que tous les candidats doivent adhérer aux valeurs de la FAO - Engagement envers l'Organisation, Respect de tous et Intégrité et transparence.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- * La FAO ne charge pas de frais à tout moment du processus de recrutement (demande, entrevue, traitement).
- * Les candidatures incomplètes ne seront pas prises en considération. Si vous avez besoin d'aide ou des questions, prière de contacter : iRecruitment@fao.org
- * Les demandes reçues après la date limite de dépôt ne seront pas acceptées.
- * Seuls les certificats de compétence linguistique délivrés par les prestataires externes agréés par l'ONU et / ou les examens officiels linguistiques de la FAO (LPE, ILE, LRT) seront acceptés comme preuve du niveau de connaissance des langues indiquées dans les applications en ligne.
- * Pour d'autres sujets, visitez le site Web de la FAO sur l'emploi: <http://www.fao.org/employment/home/en/>
- * Pour plus d'informations sur les catégories, la durée du contrat et les honoraires, veuillez vous reporter à la page Conditions

COMMENT PRÉSENTER SA CANDIDATURE

Pour postuler, veuillez déposer votre dossier de candidature au bureau de la FAO-Comores, Maison des Nations Unies, Hamramba. Les candidats sont invités à joindre une lettre de motivation au dossier.

Si vous avez des questions, veuillez contacter: (+269) 333 6897

LA FAO EST UN ESPACE NON FUMEUR